

# **Solidarité ! - Gaza : pas de « responsabilités partagées », mais un État agresseur et un peuple agressé**

mercredi 16 mai 2018, par [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#), [SALINGUE Julien](#) (Date de rédaction antérieure : 15 mai 2018).

**À n'en pas douter, le 14 mai 2018 viendra s'allonger à la longue liste des dates scandant l'histoire tragique du peuple palestinien. Ce jour-là, alors que la nouvelle ambassade US était inaugurée à Jérusalem, les snipers israéliens ont, une fois de plus, ouvert le feu sur une foule de manifestantEs désarmés à Gaza, tuant 59 personnes et en blessant près de 2500.**

Souvent, les images sont plus fortes que les mots. À ce titre, nul doute que le contraste entre, d'une part, les cérémonies organisées à Jérusalem à l'occasion du transfert de l'ambassade US et, d'autre part, les scènes de désolation dans la bande de Gaza, illustre parfaitement non seulement la violence cynique de la domination coloniale mais aussi le sentiment d'impunité qui habite les dirigeants israéliens. D'un côté, petits fours, sourires, applaudissements et musique ; de l'autre, chaos, détresse, larmes, mort.

## **70 ans après la Nakba**

La coïncidence des deux événements n'est pas fortuite, mais il serait inexact d'affirmer, comme on l'a trop entendu ces derniers jours, que les PalestinienEs se mobilisaient, le 14 mai, seulement contre l'inauguration de l'ambassade US. Ce serait en effet oublier, entre autres, que les snipers israéliens n'en étaient pas à leur coup d'essai à Gaza : depuis le 30 mars et le début de la « grande marche du Retour », ce sont en effet, à l'heure où ces lignes sont écrites plus de 100 manifestantEs qui ont été froidement abattus par l'armée d'occupation. Des manifestantEs qui ne protestent pas seulement contre la récente décision de Trump, mais contre l'enfermement, l'apartheid, et pour leurs droits nationaux, y compris le droit au retour pour touTEs les réfugiéEs.

Le 14 mai, en outre, est une date anniversaire pour le peuple palestinien, qui commémore chaque année, à cette occasion, la Nakba, la grande expulsion de 1947-1949, au cours de laquelle plus de 800 000 PalestinienEs furent chassés de leurs terres et de ce qui allait devenir l'État d'Israël. Le début de l'exil pour des centaines de milliers, devenus au cours des décennies des millions, de réfugiéEs, qui composent aujourd'hui encore la majorité du peuple palestinien. À Gaza, ce sont ainsi pas moins de 70% des habitantEs qui sont des réfugiéEs, dont la moitié (600 000 personnes) vivent dans des camps de l'ONU.

## **Pas de responsabilités partagées**

Autant d'éléments qui rendent d'autant plus abjects les commentaires imbéciles des pseudo-spécialistes du genre d'Ulysse Gosset, « éditorialiste international sur BFM-TV », qui a cru bon d'affirmer le 14 mai au soir que « la fête a été gâchée par les morts palestiniens ». Des imbécilités qui entre en résonance avec la propagande de l'État d'Israël et de ses soutiens, qui font mine de ne

pas comprendre que la situation insupportable dans la bande de Gaza, due principalement au blocus qui empêche l'arrivée de tout ce qui est nécessaire à une vie un peu normale, suffit à expliquer la colère et la révolte, et que si des dizaines de PalestinienEs, souvent très jeunes, sont assassinés, c'est à cause de la sanglante répression, pas d'une quelconque « manipulation » du Hamas.

Et lorsque les autorités françaises prétendent « condamner les violences des forces armées israéliennes contre les manifestants » tout en appelant « tous les responsables à la retenue et à la désescalade » et en évoquant « la nécessité que les manifestations des prochains jours demeurent pacifiques », c'est bel et bien la rhétorique des responsabilités partagées qui domine, comme s'il pouvait y avoir une quelconque équivalence entre des manifestantEs revendiquant l'application du droit international et une armée d'occupation commettant des crimes de guerre.

Il n'y a pas de responsabilités partagées : tant qu'Israël ne respectera pas les droits nationaux et démocratiques des PalestinienEs et, plus globalement, le droit international, il doit être sanctionné et rendu comptable de ses crimes. C'est tout le sens de la campagne BDS (boycott-désinvestissement-sanctions), dont le développement et le renforcement, en l'absence de toute autre forme de sanction et de pression, sont une urgence absolue.

**Julien Salingue**

*\* Créé le Mardi 15 mai 2018, mise à jour Mardi 15 mai 2018, 16:25*

<https://npa2009.org/actualite/international/gaza-pas-de-responsabilites-partagees-mais-un-etat-agresseur-et-un-peuple>

---

## **Solidarité avec les PalestinienEs face aux crimes d'Israël !**

Ce lundi, alors que d'aucuns célébraient le transfert de l'ambassade des États-Unis à Jérusalem, les PalestinienEs de Gaza ont manifesté, par dizaines de milliers, à proximité de la « frontière » avec Israël. L'armée israélienne a une fois de plus ouvert le feu sur les manifestantEs : à l'heure où nous écrivons ces lignes, ce sont pas moins de 52 personnes qui ont été tuées.

Ce bain de sang confirme que l'État d'Israël ne tolère aucune remise en question de sa politique coloniale et que les PalestinienEs qui osent lutter pour leurs droits peuvent à tout moment être tués de sang froid par une armée coutumière des crimes de guerre.

Les PalestinienEs ont des droits, et ont toute légitimité à se mobiliser pour les défendre : le NPA rappelle son soutien inconditionnel aux droits nationaux et démocratiques des PalestinienEs, à leur droit à l'autodétermination et au droit au retour pour les réfugiés.

Le NPA s'indigne de ce nouvel épisode de répression sanglante, qui fait grimper à plus de 100 le nombre de PalestinienEs tués à Gaza depuis les manifestations du 30 mars, ainsi que du silence complice du gouvernement Macron-Philippe. Et nous n'oublions pas qu'alors que les PalestinienEs subissent chaque jour les exactions de l'État d'Israël, Netanyahou a été reçu à deux reprises par Macron en moins d'un an.

Blocus de Gaza, colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem, discriminations contre les PalestinienEs d'Israël, détentions arbitraires, assassinats : l'impunité doit cesser ! Le NPA rappelle

son attachement à la campagne Boycott-Désinvestissement-Sanctions (BDS) et continuera de s'y investir ; Tant que l'État d'Israël ne respectera pas le droit international, il doit être sanctionné et rendu comptable de ses crimes.

**NPA**, Montreuil, le 14 mai 2018.

\* Lundi 14 mai 2018, mise à jour Lundi 14 mai 2018, 19:11 :

<https://npa2009.org/communiqu/solidarite-avec-les-palestiniennes-face-aux-crimes-disrael>

---